

International

# MEXICO INSURGÉ, QUATRIÈME ÉPISODE

Jean-Jacques Kourliandsky

09/09/2018

**« Mexico insurgé » : c'est avec cette référence au livre de John Reed du même nom sur la Révolution mexicaine que Jean-Jacques Kourliandsky, directeur de l'Observatoire de l'Amérique latine de la Fondation, décrit la situation dans laquelle s'est déroulée l'élection présidentielle du 1er juillet 2018, à laquelle il assistait comme observateur international. Il livre ses réflexions sur les résultats de ces élections présidentielle et générales et analyse les enjeux auxquels va être confronté le nouveau chef d'État mexicain.**

Andrés Manuel Lopez Obrador, surnommé AMLO, a gagné l'élection présidentielle mexicaine du 1<sup>er</sup> juillet dernier. Sa coalition associait trois partis politiques, MORENA (Mouvement de régénération politique), le PT (Parti du travail) et le PES (Parti Rencontre sociale). Ces trois formations sont à elles seules majoritaires au Parlement. AMLO a présenté sa victoire en continuité avec celles de prédécesseurs patriotes, les pères de l'indépendance et les chefs d'État Benito Juarez (1858-1862 et 1867-1872), Francisco Maduro (1911-1913) et Lazaro Cardenas del Rio (1934-1940).

Le Mexique a « fabriqué » sa modernité politique – incarnée par les figures politiques revendiquées par AMLO – en trois occasions. En 1810, le Mexique a rompu avec l'Espagne et acquis son indépendance. Libéral, il a laïcisé l'État en 1858 et marginalisé socialement l'Église catholique. Révolutionnaire, il a entre 1911 et 1940 posé les fondements d'un État patriote, nationalisant son pétrole et garantissant la propriété collective de la terre aux masses paysannes.

## « Ensemble, nous allons faire l'histoire »

« Ensemble nous allons faire l'histoire ! », proclamaient le candidat vainqueur et sa coalition. Ensemble, comme le signalait le titre d'un livre d'AMLO publié en 2017, « nous allons sortir » de la décadence et renaître ». Peut-être. Mais de quelle histoire s'agit-il ?

AMLO de toute évidence se réfère à des figures emblématiques de l'histoire mexicaine. Révolutionnaire, sans être nécessairement de gauche. Libératrice sans doute dans la mesure où elle entend permettre à tout Mexicain d'être lui-même. Comment ? En imposant comme le voulait Francisco Madero un suffrage authentiquement universel et transparent. En garantissant les droits

des populations rurales autochtones comme le voulaient les révolutionnaires de 1911-1920. En assurant l'indépendance du pays comme le voulaient le prêtre Miguel Hidalgo (considéré comme un des pères de la patrie) et les pères de l'émancipation nationale en 1810-1821. En prenant le contrôle du pétrole, nationalisé en 1938 par Lazaro Cardenas.

Rien de tout cela ne rappelle les émotions socialisantes des gouvernements « boliviens ». Pas plus qu'on y trouvera une référence explicite au courant social-démocrate international. AMLO n'a dans sa vie politique – commencée au PRI, le parti historique de issu de la Révolution mexicaine, poursuivie au PRD, puis aujourd'hui au MORENA –, à aucun moment signalé une parenté idéologique avec quelque figure que ce soit de la gauche internationale ou latino-américaine. Maire de Mexico, il refusait de voyager, de rencontrer ses homologues fussent-ils progressistes, considérant qu'il s'agissait là de dépenses inutiles, mieux utilisées ailleurs, dans les politiques sociales de la cité de Mexico par exemple.

À plusieurs reprises dans cette campagne électorale, comme les deux autres auxquelles il a participé, en 2006 et en 2012, des opposants ont essayé de lui coller une étiquette bolivienne, le présentant comme un Chavez aztèque. L'attaque a tourné court assez rapidement, faute de crédibilité. AMLO n'a jamais rencontré ni cherché à rencontrer Hugo Chavez. Pas plus qu'Evo Morales ou Daniel Ortega. Mieux ou pire, c'est selon, il n'en a jamais parlé. Pas plus d'ailleurs que d'Olof Palme, François Mitterrand ou Willy Brandt. Ses référents sont nationaux-intégrateurs : Benito Juarez, Francisco Madero et Lazaro Cardenas.

## **Le sens de la victoire d'AMLO**

Sa victoire est-elle due à ce message national-patriotique ? Peut-être pour certains électeurs qui, pour beaucoup, viennent de la gauche et pour d'autres du PRI, voire du PAN (droite chrétienne). Parce que le vote des 53% de Mexicains ayant permis la victoire d'AMLO était aussi et sans doute surtout un vote de ras-le-bol. Ras-le-bol avec la perpétuation d'inégalités contraignant à émigrer, ras-le-bol vis-à-vis des États-Unis qui bloquent les migrations tout en remettant en cause l'ALENA (Accord de libre-échange Nord-américain), de la délinquance et de la corruption qui polluent le quotidien, et avec une insécurité qui de janvier à juin 2018 a causé la mort de 15 000 personnes, soit environ 90 par jour.

AMLO proposait de rembobiner le film aux années antérieures à 1988. Le Mexique, en effet, a rompu avec le président Salinas de Gortari (PRI) en 1988 avec ses fondamentaux, nationalistes et étatistes. Il a privatisé banques et entreprises nationales, ainsi que la terre. Il a signé un accord de libre-échange (l'ALENA) avec les États-Unis et le Canada. Le choc a été violemment ressenti dans les

campagnes où des millions de ruraux ont pris le chemin de l'exil économique vers le nord. La délinquance est montée en puissance et l'insécurité a fortement augmenté depuis 2006, après la décision prise par un président « paniste », Felipe Calderon, d'engager les forces armées dans le maintien de l'ordre intérieur.

PAN et PRI ayant gouverné sans apporter de réponse satisfaisante pour la majorité, celle-ci a voté de façon claire pour l'éternel « Poulidor » de la vie électorale mexicaine, AMLO. Cela n'a pas été sans mal. La culture de la fraude, chronique, a encore fait parler d'elle en 2018. Plus de 136 cadres politiques et candidats, tous partis confondus, ont été assassinés. L'engrenage de moins en moins contrôlé des rivalités locales entre groupes délinquants est à l'origine de ces crimes. La maîtrise du pouvoir local et de sa police supposait pour ces groupes celle du résultat des élections municipales. Dans certains cas, les bulletins de vote ont été volés. Dans d'autres, l'élimination de candidats considérés hostiles a été l'option privilégiée. Les gouverneurs ou législateurs sortants ont parfois adoubé leurs enfants ou leur femme, dans un contexte de népotisme militant. Le vote étant manuel, le système du carrousel (manège) entre électeurs stipendiés acceptant de mettre dans l'urne des bulletins pré-remplis a encore été signalé, en particulier dans l'État de Puebla. À Puebla, on a ainsi trouvé dans un camion accidenté, quelques minutes après la fin du vote, des urnes remplies qui avaient été dérobées et sans doute « remplacées ».

Le premier message de candidat élu prononcé par AMLO, le 1<sup>er</sup> juillet 2018 dans la soirée, a mis le doigt sur la nécessité de remettre le pays sur la voie de l'ordre démocratique. Dans l'esprit de Francisco Madero, pour que le « suffrage soit effectif ». Il a annoncé un vaste programme de lutte contre la corruption de l'État et de ses « serviteurs ». Programme effectivement précisé publiquement quelques jours plus tard avec 50 mesures mettant l'État en obligation d'austérité républicaine : baisse de l'indemnité présidentielle de 60% et, par voie de conséquence, baisse de salaires pour environ 5000 fonctionnaires, la Constitution ne permettant pas des revenus supérieurs à ceux du chef d'État ; vente de l'avion présidentiel ; transformation en musée de la résidence présidentielle de Los Pinos ; suppression de toute indemnité aux anciens présidents ; baisse des indemnités parlementaires et suppression d'avantages annexes (liés à des frais de mission à l'étranger ou à une couverture santé particulière) ; réduction drastique des gardes du corps, des chauffeurs et véhicules affectés auprès d'élus ; audit sur les appels d'offre ; indépendance de la justice et plus particulièrement du Procureur général de la Nation ; fin de l'immunité présidentielle pour des délits de corruption et de fraude électorale.

Cette politique d'austérité devrait permettre de dégager 500 milliards de pesos annuellement, largement de quoi, selon AMLO, permettre de donner à l'État des moyens d'intervention dans l'économie du pays et le social. Les jeunes devraient en être les premiers bénéficiaires, avec une

universalisation effective de l'école pour tous. Le sud du pays également avec l'annonce de la construction d'un TGV et d'un vaste programme de reforestation. Le tout sera placé sous l'autorité de délégués présidentiels dans chaque État de la fédération, nommés pour veiller à la bonne affectation des deniers publics.

La bataille de la sécurité a fait l'objet de plusieurs annonces : la création d'un poste de coordinateur fédéral, chargé de mettre en cohérence les trois niveaux de la police – le local, celui des États, et le fédéral ; une loi d'amnistie pour les petits délinquants considérés comme victimes ; la mobilisation de la société civile, invitée à participer d'août à octobre de cette année à 17 forums sur la paix.

L'international, et cela confirme la faible appétence d'AMLO pour ces questions, est un terrain clairement secondaire. Il y a un an, AMLO, commençant sa campagne électorale, a rencontré chez elles trois personnalités étrangères : la présidente chilienne, Michelle Bachelet, sans doute pour sa triple dimension de femme-présidente, de présidente d'un pays de gauche modérée et héritière d'une expérience progressiste déstabilisée par les États-Unis ; le président équatorien, Lenin Moreno, issu de l'espace « bolivarien », mais rectifiant de façon critique les orientations de son prédécesseur, Rafael Correa ; Jeremy Corbin, chef du Parti travailliste britannique, marié à une Mexicaine, mais surtout responsable d'un parti ayant soutenu de façon critique le Brexit. Pour le reste, c'est-à-dire les États-Unis, la prudence a été de mise, à savoir une disponibilité pour une coopération dans le respect mutuel et une lettre remise le 13 juillet à Mike Pompeo, secrétaire d'État des États-Unis, signalant une disponibilité au dialogue et à la construction d'un compromis sur l'ALENA, intégrant la dimension migratoire.

Pas un mot dans tout cela sur un changement qui s'identifierait avec ce qu'en Espagne (Podemos) ou en France (La France insoumise) on qualifierait de programme de gauche. Au contraire, AMLO a clairement précisé que les chefs d'entreprise étaient ses amis, qu'il respecterait la propriété privée, qu'il n'y aurait pas de hausses d'impôt et que son projet se voulait intégrateur et réconciliateur, pour rassembler le peuple, riches et pauvres, croyants et athées.

## **Le pari du changement**

Les électeurs lassés par le désordre social et l'insécurité ont fait le pari d'un changement. Celui-ci est bien là, à coloration nationale, bien accueilli par une majorité d'électeurs, salué par le patronat et par la bourse et applaudi par toute une cohorte de ralliés privilégiant leur perpétuation aux sommets de l'État.

Les annonces volontaristes financées par l'austérité seront-elles réalisables ? Les hauts

fonctionnaires et les grands élus vont-ils accepter de réduire leur train de vie sans broncher ? La fin des appels d'offre truqués, des pontages privatisant les ressources de l'État vont-ils s'effectuer sans remous ? L'amnistie des petits délinquants et les forums sur la paix vont-ils permettre de réduire les violences ? Personne n'est en mesure de répondre à ces questions, pas même le candidat élu. Tout au plus peut-on lui faire crédit de sa conviction de lutteur au masque de « Saint » de la démocratie.

Chacun ensuite en tire une vision du lendemain comme reflet de ses convictions. Pour l'écrivain Jorge Volpi, « un autre Mexique » est sorti des urnes, ouvert aux droits de l'homme, aux défavorisés et aux jeunes. Hector Aguilar Camín, autre littéraire, voit à l'inverse, avec la victoire d'AMLO, « un Mexique tourné vers le passé ».

D'ores et déjà, quelques mois avant l'entrée en fonction d'AMLO, le 1<sup>er</sup> décembre 2018, on note quelques signes de nervosité du côté des hauts fonctionnaires. L'INE (Institut national électoral), dont les cadres de direction vont devoir « se serrer la ceinture », a opportunément sorti le 20 juillet 2018 un dossier effectivement gênant pour AMLO et le MORENA : la création, entérinée par son Conseil, d'un fonds de soutien aux sinistrés du tremblement de terre du 17 septembre 2017. L'INE en avait connaissance depuis le mois de septembre 2017 et, considérant cette décision inacceptable en année électorale, a condamné le MORENA à verser une amende de 197 millions de pesos.